Discours d'ouverture du Salon des maires - Paris

Mr François BAROIN, Président de l'AMF,

Mmes, Mrs les membres du bureau,

Mme Agnès LE BRUN, Vice-Présidente de l'AMF, Maire de Morlaix (29)

Mr Roger VICOT, co-président du groupe de travail "Prévention de la délinquance et sécurité" de l'AMF, Maire de Lomme (59)

Mr Pascal LALLE, Directeur central de la Sécurité publique au Ministère de l'Intérieur,

Mr Pascal BOLOT, Directeur de la Protection et de la Sécurité de l'Etat au Secrétariat général de la Défense et de la Sécurité nationale,

Mr François GIERÉ, Directeur des opérations et de l'emploi de la Gendarmerie nationale,

Mr Jean-Christophe LE NEINDRE, Conseiller auprès du Haut fonctionnaire à la Défense et à la sécurité du Ministère de l'Education nationale,

Mme, Mr le représentant de la Direction générale de la Cohésion sociale

Mmes, Mrs les maires, chers collègues,

Mmes, Mrs,

Maires présents sur la tribune lors du prononcé

Etienne LENGEREAU Maire de Montrouge (92)

Jean-Marc VAYSSOUZE-FAURE Maire de Cahors (46)

Michel VEUNAC, Maire de Biarritz, (64)

Permettez moi de commencer en citant Jules FERRY : "*Je crois qu'il existe une règle toute simple pour délimiter les fonctions de l'Etat, très simple parce qu'elle est empirique et ne vise pas à la haute théorie : les fonctions de l'Etat sont celles qui ne peuvent être remplies que par lui*".

L'Etat ne doit s'occuper que de ce que les échelons inférieurs ne peuvent prendre en compte, et ceci peut se résumer en une formule : la mission de l'Etat est de préserver **la sécurité extérieure et l'harmonie intérieure**.

L'harmonie intérieure est **garantie par la police et par la justice**.

La réussite d'un projet de société démocratique et apaisée repose sur un système qui doit être **cohérent**. Cette cohérence est garantie par un Etat fort, déterminé et **rigoureux dans l'exercice de ses missions régaliennes**.

Les **périmètres** de ces missions doivent être clairement définis.

Le contexte de menace terroriste, comme les mutations économiques et sociales auxquelles nous devons faire face, autant que nous voulons les saisir, ne laissent **aucune place aux attermoissements d'attribution de compétences entre l'Etat et les échelons inférieurs**.

Il en va de la continuité de l'Etat, de la République, de la cohésion nationale et sociale.

"Suffira-t-il de dire le droit si l'on ne peut l'imposer ?" questionne le Général de Gaulle en 1932. Ce à quoi il fait répondre le Cardinal de Retz : *"Les lois désarmées tombent dans le mépris"*.

Il n'y a pas de sécurité sans la définition d'un ordre, au sens d'un ensemble de règles correctement organisées et précisément énoncées.

Cette rigueur et cette précision sont la **garantie** pérenne que nous demandons, **nous maires des villes de France**, responsables devant notre population de la **tranquillité publique**.

Pouvons-nous assurer encore cette responsabilité, au regard de certaines dispositions de la loi du 30 octobre 2017, renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme ?

Tous les maires sont **viscéralement** attachés à la sécurité de leur population. Mais il n'est nul besoin pour assurer cette sécurité de **priver les maires de la gestion de leur espace public**.

Une disposition en particulier me laisse envisager ce risque : l'établissement des périmètres de protection.

Le préfet décide seul, sans consultation du maire, sur un périmètre dont il apprécie seul l'étendue, et sans délai, d'imposer des restrictions de circulation. **Depuis les fans zones de la coupe du monde jusqu'aux bals populaires, nous serons tous soumis à l'autorité administrative.**

De plus, la loi, en ne précisant pas les critères de mise en place des zones de restriction, **concentre l'ensemble des pouvoirs dans les mains du Préfet.**

De fait, on nous prive bel et bien de la maîtrise de l'espace public **alors que l'on continue de nous demander de le gérer.**

Une telle ingérence dans l'exercice de notre fonction est **presque une remise en cause de notre mandat républicain et démocratique.** Et je me joins aux craintes de **François BAROIN**, en ce qui concerne la **remise en cause du principe fondamental de libre administration des collectivités.**

Et d'ailleurs, en quoi une concertation entre le préfet et le maire pourrait remettre en cause la pertinence et l'efficacité d'une décision prise en commun, dont l'objectif est la sécurité de la population ?

Si nous voulons prendre ensemble le chemin d'une **production conjointe de la sécurité**, mettons en place un réel partage des informations et des données.

Que l'Etat donne aux maires les **garanties** dont ils ont besoin.

La récente annonce de la Police de Sécurité du Quotidien semblait aller dans ce sens.

Elle a d'ailleurs été accueillie **très favorablement** par les maires comme une réponse positive à leurs besoins. Mais à la veille de sa mise en place, de **nombreuses zones d'ombre nous inquiètent.**

Rappelons nous que chaque fois que par le passé, le politique a voulu **repenser le dialogue entre la police et la société**, la police de proximité s'est transformée en **enjeu idéologique** entre le tout-prévention et le tout-répression.

Ce qui a empêché la définition précise de sa mission et engendré la **confusion des compétences**.

Or à ce jour, **aucune définition précise n'a été donnée** à la Police de Sécurité du Quotidien. Je crains que nous nous acheminions de nouveau vers une confusion des attributions de la Police nationale, de la Police Municipale et de la Police de Sécurité du Quotidien.

Nos inquiétudes sont renforcées par le **yoyo budgétaire** auquel nous avons assisté cet été, qui nous a fait passer d'une baisse des crédits de 526 millions d'€, à une hausse de 6,8 % **au lendemain des manifestations policières**, elle-même ramenée à 1,98% dans le projet de loi de finance, **avec** la création de 1 400 postes - police, gendarmerie et Police de sécurité du quotidien **confondues**.

A ce rythme, il sera très compliqué d'atteindre l'objectif promis de 10 000 recrutements d'ici la fin du quinquennat. De fait, pour cette année, la mise en place de la Police de Sécurité du Quotidien se fera **à effectif constant**.

Autrement dit, ce ne sera pas une hausse des moyens sur le terrain mais un **simple transfert d'activités**. Et ramené à une ville, cela ne correspond qu'à **quelques postes** qui ne permettront pas de répondre efficacement aux attentes légitimes des populations, de leur maire et des forces de sécurité.

En conclusion, pour travailler ensemble, écoutons le Général de Gaulle : *" Puisse dans le goût du concret, le don de la mesure, le sens des réalités qui éclairent l'audace, inspirent la manoeuvre et fécondent l'action"*.